

Les textes et extraits de textes proposés ici apportent des éclairages disparates et contradictoires sur le mouvement des Gilets jaunes et sur les opinions que des personnes ou des groupes anarchistes ont pu exprimer à son propos. Ces prises de position en disent souvent autant sur l'observateur trice que sur ce qui est observé. En nous y intéressant, c'est donc aussi le mouvement libertaire d'aujourd'hui que nous explorons.

Face à la profusion des productions sur les mobilisations en cours, nous avons privilégié trois thèmes: qui sont les Gilets Jaunes?; la question des assemblées; le référendum d'initiative citoyenne (RIC). D'autres choix auraient pu être faits, d'autres textes intéressants ou significatifs auraient pu être sélectionnés, nous ne prétendons ni à l'exhaustivité, ni à l'objectivité.

Ecrire sur un processus en cours est risqué, parce que le mouvement lui-même, tout comme son contexte évoluent en permanence. Certaines prises de position datant de trois ou quatre mois ne seraient probablement plus les mêmes aujourd'hui; certains sujets qui semblaient les plus importants passent au second plan. Tels sont les aléas de l'histoire immédiate, nous les assumons.

Groupe de lectures du CIRA, 24 mars 2019



Le retour de la Horde d'Or. Des gilets jaunes sur la Canebière...¹

Un parmi tant d'autres

C'était samedi, sur la Canebière. Nous étions là, un peu perdus au milieu des cortèges multiples qui faisaient le pied de grue, avec leurs pancartes et leurs rituels bidon. Nous avons alors entendu des clameurs au loin et nous sommes descendus vers le Vieux-Port. La place était envahie par les Gilets jaunes. Devant la rue de la République et aussi sur le quai menant à la mairie, des rangées de flics et même des blindés.

Nous nous sommes mêlés à la foule, nous ne connaissions personne mais je sentais là, pour la première fois dans ce pays, comme un appel d'air, quelque chose dont je n'avais pas l'habitude, une colère populaire qui venait certainement de fort loin. J'avais ressenti la même émotion quelques mois auparavant en Arménie, lorsque le peuple avait bloqué tout le pays pour obliger les gouvernants à partir. Cette même force s'exprimant de manière autonome, sans toute la merde politicienne.

Bientôt, une bande de Gilets jaunes s'est élancée vers la Canebière. Ce n'était pas une manif, il n'y avait aucun mot d'ordre, aucun ordre tout court. Au milieu de cette foule, un barbu criait : « On y va ! On n'a pas de

¹ Paru dans *lundimatin*#177, le 4 février 2019. https://lundi.am/Le-retour-de-la-Horde-d-Or

parti, pas de syndicat, pas de chefs! On est le peuple! » Et j'ai soudain ressenti ce que pouvait être la grandeur de ces simples mots. Ce qui était beau, c'était qu'il suffisait d'être là, d'enfiler ce morceau de tissu, pour en être, c'était aussi simple que ça : abandonner ses vieilles certitudes, son ordre ancien pour en faire partie, inconnu au milieu d'inconnus.

On a remonté la Canebière, débordant le pauvre cortège de la CGT avec son camion sono balançant les mêmes morceaux depuis mille ans et son service d'ordre tenant sa petite ficelle. Et on voyait bien qu'ils étaient finis, eux et leurs vieilles manières ; leur temps était passé, et cela faisait un bien fou. Toute cette gauche de gouvernement, qui cogérait la misère depuis si longtemps, s'écroulait littéralement sous nos yeux. Nous avons dépassé cette poussière syndicale. La horde en jaune poussait des cris sauvages, nous étions en deçà du langage parlé, « ahou ahou », plus besoin de slogans, juste « ahou ahou », ce cri de guerre, ces hurlements de bêtes.

Puis nous avons dépassé à leur tour les gauchistes et post-gauchistes, groupés fiévreusement autour de leurs banderoles et de leurs tracts – et eux aussi semblaient atterrés par l'irruption de cette colère nouvelle, de ces manières ne respectant pas le protocole habituel. En fait, ils semblaient surtout outrés par le fait suivant : la horde jaune s'en foutait, oui, elle s'en foutait tout simplement, c'était tout comme s'ils n'avaient jamais existé, eux et leurs querelles de chapelles incompréhensibles, petits bourgeois qui fantasmaient depuis si longtemps sur les pauvres, les prolos et qui maintenant tordaient le nez devant ce peuple impur, devant ce langage si peu châtié (« Macron enculé! »), devant cette foule qui emportait tout et se jouait de toutes les habitudes anciennes.

C'était ça une situation révolutionnaire, lorsque des manières nouvelles apparaissaient soudain, que les certitudes se mettaient à tanguer, lorsque l'humour redevenait dangereux et que la bourgeoisie, de gauche comme de droite, commençait à trembler.

Plus haut sur l'avenue, j'ai vu alors descendre d'autres Gilets jaunes. Ils étaient vieux, certains boitaient, d'autres semblaient hagards, portant de gros sacs, tirant des valises ; ils avaient affublé un vieux chien d'un gilet jaune qui pendouillait jusqu'à terre. On avait l'impression qu'ils partaient pour les croisades, que tout un peuple s'était mis en marche pour aller on ne sait où, vers une Jérusalem imaginaire peut-être, précédé de vieillards

aux barbes prophétiques, de mendiants bourrés et de chiens épuisés. Que tout un peuple abîmé surgissait soudain des bas-fonds et envahissait les villes, nouveaux vandales, qu'ils étaient nombreux, planqués au-delà des ronds-points, et qu'ils camperaient bientôt sur nos places avant de continuer leur route après avoir tout ravagé.

J'étais saisi par cette vision et je me suis dit que, peut-être, ils ne s'arrêteraient plus. On ne s'arrêterait plus. Les responsables avaient beau parler, on ne les écoutait plus. C'était irrémédiable, un peuple s'était levé et s'était mis en route.

Ahou ahou!



Avec les Gilets Jaunes. Aux militant.e.s des luttes pour l'émancipation.¹ Un Gilet Jaune

Cela fait des années que nous entendons dans nos manifs « Ou alors ça va péter ». Il se peut bien que les Gilets jaunes ramènent enfin l'espoir que cela puisse péter. Et pas seulement sur la plus belle avenue du monde. Et déjà cet acquis : une bien probable mise en sourdine de l'arrogance d'un pouvoir à la solde des classes les plus favorisées. Avant de peut-être prendre congé.

Tout ce qui bouge n'est pas rouge fut ma première pensée à l'annonce d'un mouvement de Gilets Jaunes (GJ). Comme d'autres mobilisé.e.s à l'occasion des appels de gauche, j'accordais cette fois-ci peu de crédit à ce début de mouvement « citoyen » dont l'emblème du gilet jaune suffisait à discréditer ce qui allait se produire. La poursuite des actions des GJ les jours qui ont suivi la journée du 17 novembre a eu raison de mes présupposés initiaux. Mes questionnements ont trouvé quelques éléments de réponse lors de rencontres réalisées aux cours de rendez-vous des GJ et de discussions avec quelques « camarades » de gauche sceptiques face à ce mouvement. Les lignes suivantes exposeront quelques points aveugles de ces derniers depuis mes premiers pas parmi les Gilets jaunes.

Publié le 30 novembre 2018 sur paris-luttes.info

#1 : Se mobiliser contre une taxe sur l'essence est un prétexte d'automobiliste individualiste

Il m'est rapidement apparu comme une évidence qu'il était question de bien plus que cela. Parler de la goutte d'essence qui a fait déborder le plein de colère me paraît déjà plus proche de ce qui a motivé la mobilisation de militants improvisés. Lors des rendez-vous des GJ durant lesquels des inconnu.e.s s'abordent pour parler de politique, certaines évidences semblent partagées : l'injustice fiscale, l'accaparement des richesses par quelques un.e.s, l'appauvrissement des classes populaires et la dénonciation d'une élite dirigeante coupée des réalités et besoins du peuple. Des énoncés tel qu'ont pu en produire les nuits-deboutistes, eux-mêmes précédés d'invariants de gauche. A quelque chose prêt que cette fois-ci, le discours et les actes prennent corps simultanément. Une certaine lucidité s'empare de chacun.e. On parle de ses fins de mois difficiles, de ces salaires qui garantissent à peine la survie. On n'y parle pas seulement de soi. Il émerge pour certain.e.s un véritable sentiment d'appartenance à cette classe sacrifiée au nom de l'économie. La colère semble d'autant plus profonde que les années de sacrifices ne se comptent même plus. Sacrifices qui n'auront jusqu'à présent pas sorti le pays et encore moins le monde de ses misères.

Aussi une certaine radicalité dans la volonté d'agir s'affirme dès lors qu'il s'agit de ne plus simplement accepter le cours choses. Un sentiment partagé de ne plus rien avoir à perdre face à l'arrogance d'un pouvoir soude ces communautés de lutte ralliées sous un gilet jaune. L'objectivation des conditions de vie matérielle corrélée à la subjectivation d'une condition partagée de sacrifié-e-s par le pouvoir et pour l'économie constituent les prémices d'un combat par et pour une classe. Retenons aussi de l'histoire que les épisodes révolutionnaires de 1789, 1917, en passant par le récent « Printemps arabe », ont en commun d'avoir eu pour facteurs déclencheurs des revendications liées à la subsistance et la contestation de la légitimité du pouvoir en place.

#2: Où sont les gilets jaunes pendant que nous luttons habituellement?

Si certain.e.s prennent part à un combat politique pour la première fois, d'autres figurent parmi les habitué.e.s des défilés syndicaux. Hormis une simple vue d'esprit rien ne permet réellement d'établir une ligne infranchissable entre les Gilets jaunes et les autres familiers des mobilisations sociales.

L'orientation de ce mouvement s'inscrit en revanche dans la discontinuité des luttes sociales des années constitutives à l'affaiblissement du syndicalisme de lutte face à l'offensive d'un capitalisme débridé. L'impuissance actuelle des syndicats est un constat partagé par la grande majorité d'entre nous.

Qui des présent.e.s à chaque appel à défiler contre une énième mesure en défaveur des travailleurs.euses, des classes populaires ou des services publics pensent réellement que le gouvernement va nous entendre ? Qui pense sincèrement encore qu'en étant plus nombreu.x.ses à la prochaine manif le gouvernement pliera enfin ? Pourtant il y a des grèves, des blocages économiques, des solidarités en actes et de la bravoure du côté du cortège de tête. Mais tout cela n'entame en rien la détermination des gouvernements successifs à faire payer à la population la crise structurelle du capitalisme.

Ces moments passent pour de simples « grognes sociales », sous la houlette de syndicats dont les multiples trahisons ont déjà eu raison de leur crédibilité à changer le cours des choses. Pourtant l'engagement de participant.e.s aux luttes émancipatrices parmi les GJ pourrait être décisif si l'offensive en cours devait atteindre un point de basculement. Les dernières mobilisations contre la loi travail ont rappelé l'intransigeance du pouvoir prompt à étouffer la moindre contestation par son arsenal répressif.

L'intervention des Gilets jaunes, spontanée, décentralisée, organisée à la base et déterminée dans l'action confère une réelle indiscipline au mouvement face à un pouvoir coutumier des tables de négociation avec les « partenaires sociaux ». Et s'ils elles étaient malgré tout considéré.e.s comme les grands absents de nos luttes passées, il se peut bien que c'étaient eux elles que nous attendions.

3 : Ces Gilets jaunes n'ont pas vraiment de conscience politique

Ce préjugé induirait que la pensée et l'acte politique seraient réservés à quelques un.e.s, plus éclairé.e.s que d'autres. La politique est l'affaire de n'importe qui. Dès lors qu'un individu conteste ses conditions de vie, il se situe déjà dans le politique. Passer à l'action politique à l'occasion de blocages réalisés contre l'État et l'ordre de l'économie, c'est avoir conscientisé en amont la nécessité de s'opposer à une attaque de plus menée par la classe dirigeante. Le slogan « Macron dé-

mission » suffit à révéler jusqu'où peut conduire la plus noble conscience politique.

Accumuler de la théorie critique ne suffit pas. Si elle peut éclairer l'action, elle n'en est pas l'interrupteur.

4 : Ils-elles se battent pour leur pouvoir d'achat et ils-elles n'ont rien à carrer de l'écologie

Tenir pour responsable le consommateur du désastre écologique, c'est oublier l'essentiel : la pollution est induite par la production de ce que nous consommons. Et le capitalisme induit de polluer toujours plus. Le souci de la question écologique est aujourd'hui largement répandu, que l'on soit Gilet jaune ou pas encore.

Au cours des rassemblements des Gilets, le bon sens écologique est manifeste : « qu'ils développent les transports en commun ! », « combien de lignes de train supprimées ? », « ils viennent nous parler d'écologie alors qu'ils n'ont pas interdit le glyphosate ! », « certaines années Total ne paie même pas l'impôt sur les sociétés en France ! ». Refuser le fardeau financier de l'écologie quand on peine déjà à joindre les 2 bouts, relève d'une louable conception de la justice fiscale.

Aussi, si le pouvoir d'achat figure parmi les énoncés, les témoignages laissent entendre qu'il s'agit avant tout de pouvoir vivre dignement et de s'octroyer quelques loisirs. Vivre et ne pas seulement survivre. Assurément nous sommes loin de désirs consuméristes ou du pouvoir de nuisance de ces riches qui polluent la planète.

5 : Je ne m'associerai pas à ce mouvement aux relents nationalistes et aux gestes xénophobes

Que de tels gestes xénophobes du fait d'une minorité aient lieu, devraient motiver n'importe quel.le anti-fasciste à rejoindre cet espace de composition politique afin de combattre les paroles et les actes les plus détestables. La même motivation devrait animer l'anti-sexisme dans ce moment rendant possible l'écho de nos luttes spécifiques. Ma participation à ce mouvement devait-elle être remise en cause par la présence du drapeau français et de la Marseillaise, symboles rances de la République, davantage associés aux courants conservateurs qu'à ceux de l'émancipation?

Lors de l'action de péage gratuit à la Gravelle rassemblant environ 300 personnes, un drapeau français était ponctuellement visible. Si cela peut en effrayer quelques un.e.s, la victoire de la Coupe du monde 2018 leur a sans doute fait penser à une insurrection de nationalistes.

Et si la Marseillaise a été entonnée à l'occasion de l'opération « péage gratuit » à la Gravelle, le seul tract diffusé ce jour-là était Le chant des partisans dédié à Macron.

Cela fait des années que nous entendons dans nos manifs « Ou alors ça va péter ». Il se peut bien que les Gilets jaunes ramènent enfin l'espoir que cela puisse péter. Et pas seulement sur la plus belle avenue du monde. Et déjà cet acquis : une bien probable mise en sourdine de l'arrogance d'un pouvoir à la solde des classes les plus favorisées. Avant de peut-être prendre congé.



Le choix dangereux du confusionnisme. Soutenir les «gilets jaunes» c'est soutenir un mouvement de droite [extraits]¹

Collectif Athéné Nyctalope

Le mouvement des gilets jaunes a toutes les caractéristiques objectives d'un mouvement de droite conservatrice. Pourtant, des camarades décident de le soutenir sans réserves et de contribuer au populisme ambiant. Premiers éléments d'analyse d'un choix dangereux.

24 novembre sur les Champs-Elysées. La terrasse d'une brasserie part en fumée. Un A cerclé sur la devanture, à quelques pas de là où gueulaient quelques minutes avant des militants du Bastion Social «On est chez nous». Le porte-parole historique des Identitaires, maintenant au service de Marine Le Pen, précise sur Twitter que la casse n'est pas si grave — alors que des camarades revendiquent d'avoir affronté les flics plusieurs heures. Mélenchon sur son blog, après avoir évoqué, comme l'extrême droite, une conspiration visant à ternir le mouvement, appelle à la « convergence populaire face aux libéraux ». Et se félicite de la présence sur les blocages de « militants de tous bords ». Il est récompensé par des messages de l'extrême droite radicale qui appellent à un soutien des Gilets Jaunes allant du patron de la France Insoumise à Wauquiez... Dans ces quelques situations se révèle une confusion politique extrême, où

Publié sur rebellyon.info le 28 novembre 2018

l'ambiguïté du mouvement, malgré des caractéristiques objectives de droite voire d'extrême-droite, se manifeste au travers les différents appels à soutien. S'il est évidemment difficile de dresser un portrait subtil à un instant T, dans un mouvement naissant et nécessairement flou, on peut être sûr d'où il vient, presque certain d'où il va et à qui il sert. Cela devrait être bien suffisant pour se positionner.

Les Gilets jaunes naissent d'abord dans les réseaux des «usagers de la route» en colère. Contre les radars — avec l'une des mobilisations qui avait rapproché une fraction de l'extrême droite à des pratiques de sabotage et d'action directe, tout en leur assurant un certain succès populaire. Contre les limitations de vitesse. Et ensuite, évidemment, contre les taxes sur l'essence. Autant de sujets à succès depuis des années pour une fachosphère particulièrement suivie en France, avec des audiences énormes et sans équivalent à gauche. Principale caractéristique commune : les revendications n'intègrent aucune dimension globale ou sociale. Ce qui est pratique quand l'objectif premier n'implique pas une refonte de la société sur des bases plus justes ou, plus simplement, la remise en cause du système.

[...] Pour que des mouvements sociaux marchent, il faudrait dorénavant qu'ils cessent de rêver d'un monde meilleur tout de suite, d'une émancipation pour tous et toutes, de solutions communes et égalitaires. Il faudrait être raisonnable. Plutôt qu'analyser les véritables failles des derniers mouvements (qui sont nombreuses), on préfère jeter le bébé avec l'eau du bain et épouser une rhétorique d'extrême droite ou a minima confuse. Des slogans publicitaires plutôt qu'une remise en question. Partager des blocages avec des petits entrepreneurs qui envoient leurs salarié es bloquer. Prendre la suite de l'extrême droite radicale sur des barricades face aux flics. Faire le jeu de factions fascistes pour participer au mouvement. Reprendre à son compte l'antisyndicalisme. Interpréter un soit-disant apolitisme comme étant de gauche. Valider une organisation sur Facebook plutôt que des assemblées locales. Parier que la solution révolutionnaire réside dans une danse vertigineuse avec les forces les plus réactionnaires.

C'est que la séquence politique qui s'est ouverte depuis une dizaine d'années en France, comme partout dans le monde, est celle du populisme. C'est-à-dire le pari de s'appuyer sur les affects les plus sombres attribués au peuple. Notre mouvement avait jusqu'à présent su s'en gar-

der. Basculer dans le populisme, plutôt que de lui résister, c'est aujourd'hui le pari qu'embrasse sur le plan politicien un homme comme Jean-Luc Mélenchon, et sur celui des mouvements sociaux, un certain nombre de camarades. Ce choix est par exemple assumé en Italie, comme le montre cet entretien publié sur Renversé [«Le mouvement autonome face au populisme. Entretien avec un membre d'Infoaut»]. Si Mélenchon semble faire le pari d'une alliance large contre les libéraux, chez nos camarades la concession au populisme se confond avec le fait qu'il faudrait, pour lutter, être à l'aise dans l'air du temps, aussi réactionnaire soit-il, comme un poisson dans l'eau. Autrement dit, il faudrait choisir la rancœur plutôt que nos utopies ou nos refus, forcément «moraux» et éloignés du «réel»¹. Faire ce choix, c'est laisser le terrain à l'extrême droite en nous rendant à poil là où elle veut nous faire jouer, où elle maîtrise tous les codes. [...]

On a pu lire ces derniers jours des camarades parler «d'antiracisme moral» pour disqualifier ceux qui alertent sur la place de l'extrême droite dans le mouvement des gilets jaunes, par ailleurs aussi qualifiés de «belles âmes».



Gilets jaunes : derrière l'accusation de « mépris de classe », la condescendance de classe [extraits]' Collectif Athéné Nyctalope

[...] Le ressort de cette disqualification est toujours le même : puisque le mouvement est « populaire », celles et ceux qui le critiquent pratiqueraient le mépris de classe. Entre militant es de gauche et anarchistes, c'est un peu l'injure suprême : accuser l'autre de dédain pour les plus faibles, c'est le discréditer immédiatement. [...] le fait d'analyser toute critique d'un mouvement supposément populaire comme relevant du « mépris de classe » procède d'une essentialisation du « populaire ». [...] Le gilet jaune devient dans ces conditions un euphémisme pour « prolétaire », terme qui a été invisibilisé dans les débats publics depuis de nombreuses années, mais qui reste dans nos imaginaires comme mode de classification. [...] Autrement dit, le fait d'être raciste, homophobe et dépolitisé (voire « mal politisé » si on lit entre les lignes) ne relève dès lors plus des caractères individuels de certain es mais d'une composante intrinsèque, d'une sorte de « nature prolétarienne ». Le prolétaire est alors perçu comme un ensemble indifférencié, réduit ici à une page jaune. Toute critique serait alors fondamentalement une attaque de la classe laborieuse en vertu de son appartenance de classe, d'où l'emploi de l'expression « mépris de classe ».

¹ Publié sur paris-luttes info le 7 décembre 2018 par le collectif Athéné Nyctalope en réponse aux accusations de mépris de classe qui visait leur précédent article (ci-dessus).

Cette position correspond parfaitement à la définition de la condescendance, c'est-à-dire une bienveillance teintée d'un sentiment de supériorité et de dédain. Il nous semble donc adéquat de qualifier l'attitude de nombre de camarades de condescendance de classe.

Ajoutons que pour qu'il y ait mépris de classe, il faudrait déjà que l'entité gilet jaune fasse classe. Or ce mouvement est interclassiste en ce qu'il agglomère du lumpenprolétariat, des précaires, des professions intermédiaires, des petits commerçants, des patron nes de TPE et PME. Il n'y a, à strictement parler, pas de « classe jaune » que l'on pourrait mépriser.

La condescendance de classe, c'est refuser au « peuple » l'accès à l'espace politique.

Cette condescendance est problématique sur le plan politique, à plusieurs égards :

- Réduire toute critique à du mépris de classe, c'est refuser de voir que nombre de critiques émanent, précisément, de personnes d'extraction sociale modeste et s'appuient, précisément, sur leur vécu en milieu populaire.
- C'est aussi fournir un paravent bien pratique pour empêcher la critique des comportements racistes, sexistes ou homophobes qu'adoptent les personnes mobilisées, quelle que soit leur classe sociale.
- Renoncer à tout jugement critique sous prétexte qu'un mouvement serait populaire, c'est nier au « peuple » sa capacité à faire des choix éthiques et politiques. C'est donc, en leur refusant d'avoir à répondre de leurs actes sur ces plans, exclure les classes populaires des interlocuteurs légitimes et de l'espace démocratique. Les personnes issues des classes populaires sont déjà très faiblement présentes dans l'espace médiatique et politique. Refuser à celles qui le font de les écouter sur le plan politique et le cas échéant de les combattre sur ce plan c'est contribuer à leur infériorisation.
- Cette condescendance révèle enfin la distance qu'entretiennent celles et ceux qui l'adoptent avec celles et ceux qu'ils appellent « le peuple ». Il ne faut vraiment avoir aucun contact avec des ouvrier es et des employé es pour pouvoir affirmer, toute honte bue, qu'ils et elles seraient tou tes indifféremment dépolitisé es, racistes, homophobes ou sexistes. Outre que c'est insultant, c'est objectivement faux. Ce « peuple » que nous mépriserions est totalement fantasmé.

Une des conséquences de la condescendance de classe est de ne pas identifier les fachos pour ce qu'ils sont mais de croire voir « le peuple » en eux. Camarades, si vous voyez un fasciste agiter un drapeau bleu blanc rouge en hurlant « on est chez nous » sur une barricade, ce n'est pas « le peuple », c'est quelqu'un qu'il faut dégager.

J'ME PROMÈNE
DANS LES BEAUX
QUARTIERS, AVEC
LE SEUM QUI
FAIT PEUR
AUX RICHES

Les Gilets Jaunes, la gôche, le militantisme et Nous ? [extraits]¹

[...] Cessons de jouer les amnésiques une seconde.

2016, Nuit Debout : pacifisme/citoyennisme, « La police avec nous ! », présence d'antiféministes, d'antisémites, de conspis, de fafs type E&R, Agoravox...

On nous ânonnait qu'il fallait prendre « le mouvement au sérieux », qu'il ne fallait pas le réduire aux polémiques... Qu'il fallait lui donner une chance car il était « un possible », pour la rencontre, le débat, le collectif, la lutte... Parce que, sociologiquement, c'était à gauche, estudiantin, du coup, le mépris de classe, occulté, les bavardages interminables sur des sujets d'amphithéâtre, admis. Et on en vantait le côté « populaire », pourquoi pas...

Une chose est sûre, les gilets jaunes ne sont pas des gauchistes, oui, il y a la présence de l'extrême-droite qui risque de s'organiser et de profiter des effets de la prolétarisation. C'est de toutes façons déjà le cas, les gilets jaunes ne seront, au pire, qu'un accélérateur de cet élan xénophobe et chauvin, au mieux, une ébauche d'autonomie aussi confuse que l'époque.

La confusion (c'est à dire le manque de repères historiques, d'horizons collectifs, de projets, qui est entre autres le résultat de la défaite des mouvements révolutionnaires, du progressisme non-marchand) fera de toute façon partie du paysage politique de la décennie qui arrive, et nous aurons tous les mains sales.

Article publié sur paris-luttes info le 6 décembre 2018

Appeler à des formes de désolidarisation collective, à des exclusions symboliques, en effet, mais critiquer une vague de mécontentement plurielle par rapport à des crispations personnelles ou à une expertise théorique (faire l'historiographie de l'extrême-droite, publier dix articles par jours sans prendre le temps de l'analyse, rester dans l'immédiateté de la réaction pour ne participer au débat que par la mise en place d'une structure narrative émotionelle ou antifasciste), c'est ne rien comprendre au réel, aux intérêts contradictoires qu'il produit et aux enjeux qui se présentent, c'est donner l'impression d'en être franchement dégagé (même sur le registre du squatteur-cueilleur de bennes à ordures, de toutes ses déclarations concernant la « servitude volontaire » des « masses aliénées », le « consumérisme civilisationnel » contre sa « frugalité choisie », sa lutte « anti-bagnole », sa haine de soi occidentale, inaudibles).

Que les gauchistes décèlent aujourd'hui les dégâts du conspirationnisme, des gros titres concernant les francs-maçons, découvrent le retour de la défense de «la famille», les effets de l'individualisme marchand sur les revendications dites sociales, flippant.

Où étaient-iels les dix dernières années ? Lorsque Soral faisait le maître d'école à toute une génération ? Lorsque la figure du «juif» est revenue en force dans le débat de café. Qui a voulu comprendre Internet ? Le relativisme qu'il impliquait ? Des cybers troops aux fake News ? Qui a tenté d'alerter des dangers du confusionnisme ? D'expliquer sans manichéisme ? Sans moraliser ? Trop peu...

Il y a eu beaucoup, jusqu'à faire de Zemmour un historien, c'est dire. Il y a eu les attentats, l'état d'urgence, les tentatives d'unité nationale et, plus récemment, la Coupe du Monde de football et ses envolées patriotes. Le nationalisme a été décomplexé et, là, miracle, quelques voix s'indignent à la vue de drapeaux, de foules braillant l'hymne national, crient au fascisme.

Franchement, à force d'avoir relativisé les tentatives contre-culturelles de l'extrême-droite, iels en sont venues à se persuader de leurs rôles « anecdotiques »...

Mais dans quel monde vivaient-iels ? Dans un monde où, le grand soir serait de prime abord libertaire ? Avec tout le déni (des discriminations structurelles pour les uns, de la résurgence de l'antisémitisme pour les autres), tout le relativisme, toutes les merdes souverainistes, identitaires (régionalismes, idéologie du réenracinement, assignations essentialistes, ethnicisation de la question sociale, monopolisation académique des ques-

tions antiracistes...) et religieuses (importation du multiculturalisme et des politiques communautaires, théologie de la libération...) que toutes les gauches, même «radicales» ou insurrectionnelles, colportent depuis plus d'une dizaine d'années ? Avec le climat de crispation, de fragmentation, de désaveu et de passéisme ? À quoi s'attendaient-iels ? À l'Internationale reprise en chœur sur les toits du monde ? [...]



Autour de la question des assemblées générales

Suite à l'appel des gilets jaunes de Commercy dans la Meuse, la dynamique spontanée et d'auto-organisation du mouvement, saluée par Charles Macdonald, s'est concrétisée par une assemblée des assemblées qui a eu lieu les 26 et 27 janvier derniers. Certain.e.s participant.e.s libertaires ont réalisé un compte rendu de cet événement dont nous publions ici de larges extraits. Pour ces militant.e.s, cette initiative va dans le sens de la convergence des luttes et permettrait de couper l'herbe sous les pieds des petits chefs qui se mettent en avant sur les réseaux sociaux. D'autres, par contre, voient dans cette structuration un risque de « dépossession sociologique et culturelle » de la part de « collectifs gauchistes ». Un point de vue qui laisse ouverte la question du lien entre le soulèvement en cours et les idéaux libertaires.



Appel des gilets jaunes de Commercy à la formation d'assemblées populaires. « Nous ne nous laisserons pas diriger. Nous ne nous laisserons pas diviser et récupérer. » [extraits]¹

[...] Ici à Commercy, en Meuse, nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité. Nous avons organisé des blocages de la ville, des stations-services, et des barrages filtrants. Dans la foulée nous avons construit une cabane sur la place centrale. Nous nous y retrouvons tous les jours pour nous organiser, décider des prochaines actions, dialoguer avec les gens, et accueillir celles et ceux qui rejoignent le mouvement. Nous organisons aussi des « soupes solidaires » pour vivre des beaux moments ensemble et apprendre à nous connaître. En toute égalité.

Mais voilà que le gouvernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représentants par région ! [...]

Mais nous ne voulons pas de « représentants » qui finiraient forcément par parler à notre place ! [...] Si on nomme des « représentants » et des « porte-paroles », ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent. Ces soi-disant « représentants du peuple » qui s'en

Paru dans *lundimatin* (lundi.am), le 3 décembre 2018

mettent plein des poches, qui font des lois qui nous pourrissent la vie et qui servent les intérêts des ultra-riches!

Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération. [...]

Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. [...]

Gilets jaunes : Commercy ouvre la voie du municipalisme [extraits]¹

Aude Vidal

« ... le vendredi 7 décembre, une réunion pour débattre d'une initiative de municipalisme libertaire à Commercy s'est finalement transformée en une assemblée extraordinaire des Gilets jaunes réunissant 150 personnes. "Pas de chef, pas de parti, pas de syndicat, pas de récupération politique, le pouvoir par et pour le peuple!" Ce furent les mots les plus entendus ce soir-là. Entre passion, rires et espoir, les prises de parole ont égrené les envies de réécrire une constitution, ébaucher un référendum citoyen, poursuivre les blocages, mettre en place des cahiers de doléances, construire des assemblées décisionnelles auxquelles devraient se plier les élu.es, etc. »

Paru dans CQFD n°172 (janvier 2019)

Les Gilets jaunes sont-ils des anarchistes?

Charles Macdonald

Un grand nombre d'opinions ont été émises par les politologues, sociologues, historiens et autres sur la nature du mouvement des Gilets Jaunes (GJ). Ce mouvement déconcerte. On ne trouve pas le modèle qui le définirait le mieux. Jacquerie, Mai 68, résurgence des grandes grèves du passé, Nuits Debout, Prise de la Bastille ? Les -ismes (poujadisme, nationalisme, extrémisme de droite ou de gauche, réformisme, fascisme, antifascisme) ne conviennent pas vraiment. Il y a un déficit de vocabulaire. Les intellectuels s'affairent. Mais, dans cette fébrilité conceptuelle, un mot n'est presque jamais prononcé, celui d'anarchisme. Pourquoi ?

A-t-on oublié que le terme « anarchie » signifie simplement « sans chef »? Les GJ sont-ils sans chefs ? Incontestablement. Des représentants ou porte-parole plus ou moins auto-désignés sont apparus, pour disparaître aussitôt. Les GJ sont-ils encadrés par des partis ou des syndicats ? Evidemment non. Reçoivent-ils des ordres d'une autorité supérieure ? Aucunement. Ils sont donc anarchistes au sens étymologique, simple, primaire du terme. Pourquoi ne pas prononcer ce mot ? Pour des raisons évidentes. Les anarchistes, dans la pensée politique et académique ambiante signifie « casseurs », « voyous » « nihilistes ». Anarchisme signifie,

¹ Publié le 23 décembre 2018 sur http://www.grand-angle-libertaire.net/a-propos-des-gilets-jaunes/

pour la quasi-totalité de nos intellectuels dûment formatés, chaos et destruction. Ce sens n'est pas le bon.

Et pourtant l'anarchie et l'anarchisme sont des constantes de l'histoire et de l'évolution humaine. Elle peut apparaître sous différentes formes, spontanée, non idéologique (anarchie) ou idéologique, doctrinaire, organisée (anarchisme) mais elle a toujours deux aspects fondamentaux. Le premier, déjà indiqué par son nom, est le refus du pouvoir et de l'institution qui l'incarne suprêmement, l'Etat. L'autre est celui de la création de communautés fondées sur l'entraide, la coopération, l'équivalence radicale de sujets concrets. Or n'est-ce pas exactement ce que l'on observe chez une partie au moins des GJ ? Ces ronds-points qui voient se dresser des cabanes, où l'on se parle, où des individus qui ne connaissaient pas se trouvent et s'accordent, où des commerçants apportent du pain et des croissants, où l'on boit du café dans une ambiance de camaraderie, autour de feux, dans le froid, où finalement l'on retrouve ce grand festin de l'humanité qui est de se retrouver dans la convivialité heureuse. Après, il faut s'organiser, et alors commence un long processus qui transforme l'anarchisme spontané et viscéral en un combat pour le pouvoir où il risque de se perdre.

Les GJ ont surgi de l'indifférenciation, de leur condition d'inférieurs, de leur statut de sujets abstraits et invisibles du tout social. Ils sont devenus des sujets concrets, vivants, et non plus des numéros, des catégories statistiques. Ils ne proposent pas d'abord de slogan politique, de dispositif économique, de mesure administrative. Ils disent : je suis pauvre, je suis humilié. Ils racontent leur histoire. Ils sont devant les caméras des personnes à part entière. Ils parlent à la première personne et disent au grand chef : dégage ! Ils protestent contre l'aliénation dont ils sont victimes. Celle du pouvoir, celle de l'existence. Ils sont, en tout cela, sinon anarchistes, en tout cas « anarches », même s'ils sont aussi beaucoup d'autres choses.

En tout état de cause les GJ veulent plus d'égalité, produisent de la fraternité et rejettent les hiérarchies. Même s'ils sont loin pour une grande part des idées libertaires ou des programmes anarchistes, même s'ils ne se réclament pas de Bakounine, de Proudhon ou de Bookchin, ils appartiennent à la grande mouvance humaine pour laquelle les termes d'anarchie et d'anarchisme doivent être utilisés.

Gilets Jaunes: CR de l'Assemblée des Assemblées de Commercy [extraits]¹

Par des militantes et militants libertaires, dont des membres d'AL, présent.es à Commercy

La première AG des AG du mouvement des gilets jaunes à Sorcy-Saint-Martin (Meuse), les 26 et 27 janvier, a rencontré un vrai succès. Le groupe des gilets jaunes de Commercy avait mis le paquet pour un accueil qui a été largement salué. [...].

Ce sont 75 groupes locaux de gilets jaunes, représentés par plusieurs centaines de délégué.es – pour certain.es mandaté.es en tandem homme-femme –, qui se sont réunis dans une ambiance chaleureuse. L'après-midi du 26 janvier a été consacré à la présentation des groupes, reflétant la diversité des situations locales mais aussi les points communs.

Les valeurs communes contre toute forme de discriminations (racisme, sexisme, homophobie, validisme) sont appuyées majoritairement, prenant à contre-pied l'image fascisante du mouvement que tente de faire passer le gouvernement, sans toutefois fermer les yeux sur les difficultés à faire vivre ces valeurs, notamment quand il s'agit de dénoncer clairement les groupuscules d'extrême droite qui tentent de récupérer le mouvement.

La majorité des groupes se structurent autour des ronds-points ; souvent les cabanes constituent des QG d'organisation de la lutte et de prise des décisions collectives. On peut noter la particularité du groupe de

Publié sur le blog Resistance71 (resistance71.wordpress.com)

Saint-Nazaire qui occupe un ancien bâtiment Pôle Emploi rebaptisé « Maison du peuple ». Souvent les militantes et militants construisent un lieu collectif, les forces répressives le détruisent, il est reconstruit dès le lendemain, démontrant ainsi le haut degré de détermination.

La féroce répression policière contre le mouvement est une constante, et elle s'accompagne de son cortège de blessé.es, éborgné.es, mutilé.es. Les outils de résistance développés sont divers, allant des cagnottes de soutien aux inculpé.es et mutilé.es à l'auto-organisation d'équipes de street-médics (médecins de rue), en passant des legal-teams pour le soutien juridique.

À noter : la forte représentation des femmes, qui sont les premières touchées par la précarité et subissent les violences patriarcales.

Des liens avec les salarié.es en lutte

Les liens entre gilets jaunes et salarié.es en lutte sont très divers, mais la méfiance justifiée envers « les bureaucraties syndicales qui trahissent » n'empêche pas que des liens se tissent, comme avec les postiers à Poitiers (86), avec les chauffeuses et chauffeurs VTC à Rungis (91), avec les salarié. es de STMicroelectronics à Crolles (38) luttant pour l'obtention d'une « prime Macron » ou encore avec l'appel unitaire Colère 44-FSU-CGT-Solidaires à Nantes (44).

Un groupe de gilets jaunes spécifique aux enseignantes et enseignants en lutte contre les projets de Blanquer (réforme des bacs général et pro, Parcoursup, statuts) s'est présenté. Une démarche intéressante se construit aussi à Paris autour de l'idée de créer des « ZAD des services publics » dans les quartiers populaires.

Les situations à Paris et à Marseille ont le point commun d'être très marquées par la question de l'accès aux logements, de leur insalubrité, ainsi qu'au soutien aux migrantes et migrants. On notera qu'une tentative individuelle par un non-mandaté de porter la parole du confusionniste Étienne Chouard a été écartée.

Revendications sociales et fiscales au premier plan

[...] Les revendications démocratiques sont également mises en avant avec la question des prises de décisions collectives, en horizontalité, parfois en assemblées pratiquant la démocratie directe. La question du réfé-

rendum d'initiative citoyenne (RIC) ne semble pas faire consensus, certains groupes jugeant que c'est une simple proposition parmi d'autres.

La volonté est forte de ne pas laisser le pouvoir reprendre la main, notamment avec l'illusoire « grand débat » proposé par Macron. La dynamique est claire : promouvoir l'auto-organisation sous forme d'AG plutôt que sous forme d'animation Facebook, destituant ainsi les petites et petits chefs médiatiques autoproclamés, à l'image d'Éric Drouet ou du confusionniste Fly Rider.

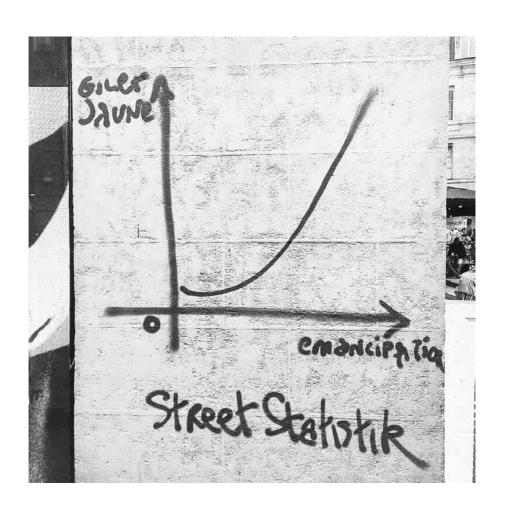
La liste Gilets jaunes aux élections européennes est massivement dénoncée car elle fourvoie le mouvement dans une voie institutionnelle qui n'est pas partagée. [...]

L'assemblée a appris en pleine après-midi du samedi l'attaque de la manifestation des gilets jaunes de Paris par une cinquantaine de militants d'extrême droite, ce qui devrait engendrer des débats sur la volonté de les expulser de la mobilisation.

La structuration avance

L'AG des AG a été traversée par un questionnement : est-elle légitime pour lancer un appel ? La décision a été longue à prendre. On a pu être frustré par cette lenteur, mais aussi y voir le respect d'un processus démocratique en construction. À la sortie du week-end, les mandaté.es ont finalement pu rédiger un appel à destination de tous les gilets jaunes dans lequel il est mentionné qu'il devra être discuté et voté dans les différentes AG locales.

Cet appel peut servir d'ailleurs à construire un socle d'unification à l'échelon national – voire à l'échelon européen, au niveau duquel cette lutte devrait se porter de notre point de vue. [...]



Les loups dans la bergerie. Banalités de base sur la révolte en cours [extraits]¹

Comité pour la prolifération des loups

Les assemblées: On débattra quand on vous aura tous virés

Aucun groupe local sur les ronds-points n'a eu besoin d'experts en conseillisme pour pratiquer spontanément la démocratie directe à cette échelle. Pour faire de cette pratique une forme de continuation de la critique du système de dépossession, un appel a été lancé à la création d'assemblées populaires. Rapidement et paradoxalement, cet instrument a été une sorte de porte d'entrée pour les groupes militants, associatifs et partis politiques préexistant à la révolte et tentant de s'y greffer pour y imposer leurs marottes, leur programme et leurs vieilles lunes au mépris de ce qui a lieu. Les assemblées parisiennes, qui ne comptaient que quelques dizaines de participants à tendance militante, et plutôt faibles dans leurs pratiques, étaient ainsi surreprésentées à « l'assemblée des assemblées » de Commercy. Il serait pour autant inconséquent de laisser au parasitage militant cette pratique qui représente encore, sous sa forme authentique du moins, le moyen de s'approprier le débat exécutoire sans aucun intermédiaire sinon strictement mandaté. La pertinence des assemblées dépendra de leur capacité à assumer et appuyer la critique en actes qui a eu lieu depuis novembre. L'intelligence collective, manifestée jusque-ici, et la dé-

Publié le 4 mars 2019 sur cpl1.noblogs.org

fiance qui l'accompagne paraissent à même de déjouer le noyautage par des délégués dont jusqu'ici la double appartenance éventuelle n'a, à notre connaissance, pas été questionnée, comme si l'assemblée n'était qu'un organe de vigilance citoyenne, le dernier avatar de la démocratie participative, une organisation compatible avec tout ce qui est là plutôt que sa négation pratique.

On veut du fric avant le RIC!

Collectif Agitations

Éléments à propos du mot d'ordre RIC, largement diffusé chez les gilets jaunes, suivi d'un historique de celui-ci. Cet article a été écrit par le collectif Agitations et figure dans la brochure « Gilet Jaunes en lutte! » que nous distribuons en manif:

«Plutôt que le vote individuel, nous pensons (et nous constatons actuellement) que notre force se situe au niveau de l'action collective, lors des assemblées de ville, de quartier, de rond-point où nous décidons ensemble de la suite à donner au mouvement. C'est depuis les AG que nous avons choisi de faire des actions de blocage économique, et c'est toutes et tous ensemble dans la rue que nous avons retourné les quartiers bourgeois de Paris l»

A la suite de la vague d'austérité qui a frappé l'Europe entre les années 2000 et la fin des années 2010, on observe un méfiance croissante dans pas mal de pays à l'égard des vieux partis gestionnaires comme le PS ou l'UMP en France. Les partis sociaux-démocrates et grands partis de droite ont vu leur électorat fondre à mesure qu'il mettaient en œuvre des réformes de durcissement des conditions de travail. Lors des élections en Grèce de 2015, le Parti Socialiste, qui avait mis en œuvre des mesures

Publié le 12 février 2019 sur paris-luttes.info

d'austérité, a cédé la place à un parti quasi neuf, Syriza¹. En France, alors qu'on connaissait l'alternance du PS et de l'UMP depuis les années 1980, ces deux mastodontes ont cédé la place à un autre parti tout neuf en 2017, La République en Marche.

Ce dégagisme contre les vieux partis, ou contre de nouveaux partis qui appliquent la même politique, donne lieu à de nouvelles revendications réclamant plus de démocratie directe et d'auto-organisation. Nous l'avons vu lors des « Nuits Debout » en 2016 et autres mouvements des places (Occupy aux États-Unis, la place Tahrir en Égypte en 2011, etc). Maintenant, nous le voyons aussi chez les gilets jaunes depuis un mois avec la revendication d'une plus grande participation politique via le RIC.

En soi, la revendication du RIC, une demande de contrôle par les prolétaires des institutions bourgeoises, semble au premier abord légitime. Mais nous voyons que ce système existe déjà dans d'autres pays, comme l'Italie, la Suisse, ou même aux États-Unis (à l'échelle d'un État). Or dans ces trois exemples, rien n'a changé en matière de justice sociale : il n'y a pas de SMIC en Italie, où bon nombre de travailleurs sont payés 3€ de l'heure. Pour la Suisse, il s'agit d'un pays rentier (car paradis fiscal) et les référendums locaux n'ont pas aboli la domination des riches pour autant. Et aux États-Unis, le SMIC est à 6€ de l'heure, mais sans les services publics (pas de couverture santé sans emploi à temps-plein, pas d'université gratuite...). Bref, comme lors du référendum de 2005 en France, les référendums dans ces pays là n'ont rien changé, voire empiré la situation quand les politiciens parvenaient à faire passer les pires mesures en manipulant les modalités de vote.

Pour le gouvernement, le RIC constitue un écran de fumée pour détourner la colère sociale et empêcher le mouvement de prendre de l'ampleur en le ramenant dans le droit chemin de la démocratie parlementaire. C'est le maintien de Macron au pouvoir le temps de faire voter la réforme constitutionnelle, de proposer une pétition pour un référendum, de revoter, et tout ça pour en arriver là où on en est aujourd'hui. Le RIC, c'est s'en

À noter que les mouvements des places durant le Printemps Arabe de 2011 ont servi de plateforme politique au renouveau du parlementarisme puisqu'il ont donné lieu à l'élection de l'actuel gouvernement grec, et dans une moindre mesure au parti Podemos en Espagne. Les militants de Syriza en Grèce étaient très actifs au sein des assemblées grecques au début des années 2010, et ont fait connaître leur parti (né en 2004) à ce moment-là, de même que Podemos en Espagne.

remettre aux institutions de la bourgeoisie au pouvoir, en lui laissant non seulement fixer les modalités du scrutin, mais également sa mise en application. C'est faire confiance aux politiciens pour rétablir une « démocratie » qu'ils ont toujours contrôlée, comme à l'Assemblée Nationale. Ce terrain n'est pas celui des prolétaires mais des élites dirigeantes!

Plutôt que le vote individuel, nous pensons (et nous constatons actuellement) que notre force se situe au niveau de l'action collective, lors des assemblées de ville, de quartier, de rond-point où nous décidons ensemble de la suite à donner au mouvement. C'est depuis les AG que nous avons choisi de faire des actions de blocage économique, et c'est toutes et tous ensemble dans la rue que nous avons retourné les quartiers bourgeois de Paris!

Notre pouvoir se trouve dans les AG et sur les ronds-points, pour ne pas rester seul face à l'isoloir : s'entraider sur les luttes locales, créer des caisses de grève, se lier avec des collectifs locaux (sans-papiers, chômeurs...), voilà ce qui fait notre force face aux politiciens.

L'histoire du mouvement ouvrier nous a montré que la justice sociale en termes de droit du travail, de salaire, d'égalité hommes-femmes, de droits des LGBT, n'a été obtenue que par les luttes, qui ont toujours précédé les lois. Les démocraties bourgeoises ne cèdent que sous le coup du rapport de force!

Construisons la lutte dans nos AG et combattons pour une autodéfense de classe!

Mais au fait... d'où vient le RIC?

- Années 1930 : un ancrage plutôt à droite. Un des premiers à avoir théorisé sur l'usage d'un référendum d'initiative populaire semble être Emmanuel Mounier, proche du catholicisme social [...], en 1936 dans sa revue *Esprit*. Il élabore ces réflexions à une époque où les femmes n'avaient pas encore le droit de vote.
- 1970 : un tournant « autogestionnaire ». Dans les années 70, c'est la gauche autogestionnaire et écologiste qui reprend ces idées, afin de gérer la question du nucléaire, mais aussi des problématiques plus syndicales comme la démocratie d'entreprise.
- 1980 : Une institutionnalisation de la revendication ? C'est à l'occasion de l'élection présidentielle de 1981 que deux candidats mettent en avant dans leur profession de foi le référendum populaire. Huguette Bou-

chardeau (Parti Socialiste Unifié) propose la « possibilité de provoquer un référendum sur pétition de 100 000 citoyens » et Brice Lalonde (Aujourd'hui l'écologie) appelle à une « réforme constitutionnelle instituant des référendums d'initiative populaire au niveau local, régional, national ».

Bien avant le RIC, le bonapartisme s'appuyait sur l'appel au peuple et le plébiscite pour gouverner. Les gaullistes et une partie de la droite continuent de s'en réclamer : notamment le RPR de Jacques Chirac. Ainsi, après avoir figuré dans un avant-projet pour les élections législatives de 1978, deux propositions de loi sont également déposées par ses membres : la première par le sénateur Charles Pasqua (le 22 juin 1983) et la seconde par le député Yvan Blot (le 11 juin 1987).

RIC : la Suisse peut-elle absorber la France ? [extraits]¹

L'Affranchi

 $[\ldots]$

Pourquoi le slogan du RIC a-t-il fait tache d'huile dans le mouvement des GJ ?

Pour beaucoup de GJ, le RIC peut apparaître comme quelque chose qui est de l'ordre du possible : une sorte de « potion magique » démocratique qui limiterait et encadrerait la délégation de pouvoir telle qu'elle existe sous la 5e République. On continuerait à voter pour des candidats, mais les élus ne pourraient plus faire n'importe quoi une fois au pouvoir. Une telle demande répond aussi au reproche qui est fait aux GJ d'être un mouvement purement revendicatif et non constructif. Outre la part d'illusion qui existe sur la possibilité de changer les choses grâce au vote, c'est aussi une proposition qui peut faire l'union au sein des GJ en repoussant les « questions qui fâchent », unissant celles et ceux qui luttent pour des revendications avant tout sociales (SMIC, minima sociaux, retraite...) et celles et ceux qui ont des revendications plus centrées sur la fiscalité, les subventions... (petits patrons, indépendants, paysans). Le RIC est une revendication interclassiste qui retarde le moment où des divergences pourraient apparaître entre des personnes appartenant à des classes sociales différentes, voire antagonistes.

Paru le 13 janvier 2019 sur le site du journal l'Affranchi (http://laffranchi.info)

En réclamant le RIC, le mouvement des GJ, ou en tout cas une partie de ce mouvement, cherche une porte de sortie, un moyen d'enfin exister face au système monarcho-républicain français qui se reproduit aussi aux échelles locales et qui est à ce point asphyxiant, qu'il a ôté toute respiration à la population.

A celles et ceux qui rejettent ou se méfient d'une telle revendication, on peut dire qu'en Suisse, du fait de l'existence de ce type de médiation, nombre de revendications sociales et syndicales sont allées à l'échec. Prenons un seul exemple, celui des retraites : sans trop entrer dans les détails, on peut rappeler que le « peuple » suisse a cautionné par référendum, en 1995, le relèvement de l'âge de la retraite des femmes de 62 ans à 64 ans. Certes, d'autres référendums ont depuis empêché un relèvement supplémentaire jusqu'à 65 ans, comme le législatif et l'exécutif le remettent régulièrement sur la table, mais d'autres part, des initiatives populaires lancées par les syndicats réclamant des améliorations de l'assurance vieillesse (AVS), comme une retraite flexible dès 62 ans pour tous (les hommes touchent l'AVS à 65 ans) ont jusqu'ici toujours été refusées. Tous ces scrutins donnent lieu à des débats oiseux qui opposent les cotisants et les bénéficiaires, les jeunes et les vieux, les hommes et les femmes... et les arguments des autorités sont toujours les mêmes : les caisses sont vides, le système pourrait faire faillite, on prend à Pierre pour habiller Paul... tout cela dans un système qui reste en Suisse très capitaliste, très inégalitaire, dur pour les « pauvres » et les précaires et bien doux pour les privilégiés.

Provisoirement

Quand des Français sont en désaccord avec leur gouvernement, ils sortent dans la rue avec toutes les possibilités de rupture que cela offre : les GJ avec leur maturité accélérée sont un exemple de ce qui ne peut absolument pas s'obtenir par le référendum. Quand des Suisses sont dans la même situation, ils lancent une initiative ou un référendum... qui canalise ou même éteint le mouvement revendicatif.

Les GJ veulent-ils changer les rapports d'exploitation ? Le RIC serait-il un instrument pour cela ? On peut dire que le mouvement des GJ ne trouvera à coup sûr pas la réponse à toutes les questions qu'il soulève, notamment la question sociale, avec un outil comme le RIC même si, par miracle impossible, il était appliqué dans sa version maximale. Les problèmes actuels ne sont pas que ceux de la délégation de pouvoir. Ce sont aussi et

surtout ceux des choix économiques, de l'accaparement des ressources et de la priorité donnée à des industries polluantes et dangereuses (mais qui rapportent du profit à leurs actionnaires) au détriment de projets collectifs novateurs et d'activités bénéfiques à la population, tant sur le plan de la création d'emplois que sur celui de la production de biens et services utiles à toutes et tous. Dans cette perspective, les liens sociaux et la démocratie de base (AG) que les GJ sont parvenus à développer, les souffrances partagées, l'expérience de la lutte, les succès obtenus, la solidarité... sont des acquis incomparablement plus importants que l'aboutissement politique de quelque forme de RIC que ce soit.



Cette brochure a été réalisée par le Groupe de travail lectures en vue d'une discussion organisée par le CIRA le 9 avril 2019 autour du mouvement des Gilets jaunes. Les textes proviennent de différentes sources (brochures, sites militants, presse) et pourraient servir de point de départ à une discussion sur le mouvement.

Groupe de lectures du CIRA, mars 2019

- Le retour de la Horde d'Or, Un parmi tant d'autres
- Avec les Gilets Jaunes. Aux militant.e.s des luttes pour l'émancipation, Un Gilet Jaune
- Le choix dangereux du confusionnisme, Collectif Athéné Nyctalope
- Gilets jaunes : derrière l'accusation de « mépris de classe », la condescendance de classe, Collectif Athéné Nyctalope
- Les Gilets Jaunes, la gôche, le militantisme et Nous?
- Appel des gilets jaunes de Commercy à la formation d'assemblées populaires
- Gilets jaunes : Commercy ouvre la voie du municipalisme, Aude Vidal
- Les Gilets jaunes sont-ils des anarchistes?, Charles Macdonald
- Compte-rendu de l'Assemblée des Assemblées de Commercy, Des militantes et militants libertaires, dont des membres d'AL
- Les loups dans la bergerie. Banalités de base sur la révolte en cours, Comité pour la prolifération des loups
- On veut du fric avant le RIC!, Collectif Agitations
- RIC : la Suisse peut-elle absorber la France ?, L'Affranchi

Centre international de recherches sur l'anarchisme Avenue de Beaumont 24 | 1012 Lausanne arrêt M2 CHUV | www.cira.ch

